

**Emirats arabes unis - Déclaration
conjointe entre la France et les
Emirats arabes unis à l'occasion de
la visite en France de Son Altesse
Cheikh Mohammed Bin Zayed Al
Nahyan, Prince Héritier d'Abou
Dabi, Vice-Commandant Suprême
des Forces Armées des Emirats
arabes unis**

(Paris, 21 novembre 2018)

À l'invitation du Président de la République française, M. Emmanuel Macron, Son Altesse Cheikh Mohammed Bin Zayed Al Nayan, Prince Héritier d'Abou Dabi et vice-Commandant suprême des Forces armées émiriennes s'est rendu en visite officielle à Paris, le 21 novembre 2018.

Cette visite, qui a eu lieu à l'occasion de l'Année Zayed commémorant le centenaire de la naissance de Cheikh Zayed, père fondateur et premier Président des Emirats arabes unis, a de nouveau témoigné de la force du partenariat et des liens historiques unissant la France et les EAU.

Le Président Macron et Son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nayan ont eu des discussions approfondies sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, et sur leurs priorités communes, en particulier la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Cette visite officielle a permis à la République française et aux Emirats arabes unis de faire le bilan de la mise en oeuvre de la feuille de route bilatérale, convenue lors de la visite du président Macron aux EAU en novembre 2017, ainsi que de déterminer de nouvelles perspectives en vue d'un renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de l'éducation et de la francophonie (I), de la culture et du patrimoine (II), de l'économie et de l'investissement (III), de l'énergie, l'environnement et de la lutte contre le changement climatique (IV), de l'espace (V), de la paix et de la sécurité régionales, de la coopération de défense et de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et leurs soutiens (VI) ainsi que des consultations politiques (VII).

I. Dans le domaine de l'éducation et de la francophonie

- Les deux parties ont salué la nomination d'un nouveau Conseil d'administration de l'Université Sorbonne Abou Dabi (SUAD).

Les deux parties ont salué l'adoption d'un nouveau plan stratégique 2019-2023, adopté lors de la réunion du Conseil d'administration de SUAD, qui s'est tenue à Abou Dabi le 23 septembre 2018, et destiné à permettre l'accomplissement du potentiel de SUAD en tant que centre régional d'excellence.

- Les deux parties ont salué le rehaussement du statut des EAU au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, passant de membre observateur à membre associé par une décision unanime des Etats membres lors du Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie à Erevan, les 11 et 12 octobre 2018.

- Dans ce contexte, les deux parties ont également salué la signature, à Abou Dabi, le 26 juillet 2018, de l'accord bilatéral portant sur la réintroduction de l'apprentissage du Français dans dix écoles publiques des EAU (dans un premier temps) et sur la nomination d'un expert français afin de coordonner la mise en place de ce programme avec le ministère de l'éducation émirien.

- Les deux parties ont également salué le lancement des travaux d'extension du Lycée français Théodore Monod sur l'île Saadiyat à Abou Dabi.

- Les deux parties ont salué le projet de création d'une radio francophone dans le but de promouvoir la culture française et francophone ainsi que la langue française aux EAU.

- La France a salué la décision des EAU de contribuer à la réhabilitation du Château royal de Villers-Cotterêts, qui accueillera la future "Cité de la Francophonie" en 2022.

- Paris Hospital Foundations et l'Hôpital Américain de Paris ont tous deux signé un accord avec le ministère de la santé des Emirats arabes unis afin de fixer les conditions dans lesquelles la partie française fournirait des services médicaux aux patients émiriens.

- La France s'est réjouie de la perspective de la tenue des Special Olympics à Abou Dabi en 2019, au cours desquels la France entend participer avec une délégation de plus d'une centaine d'athlètes.

- Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyan a rencontré au Musée du Louvre 64 Emiriens poursuivant leurs études en France.

II. Dans le domaine de la culture et du patrimoine

- Les deux parties se sont réjouies de l'ouverture de l'exposition "Cités millénaires : voyage virtuel de Palmyre à Mossoul" à l'Institut du monde arabe, le 16 octobre 2018. Elles ont salué à cette occasion l'annonce des premiers projets financés par "ALIPH" l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit créée conjointement par les Emirats arabes unis et la République française et officialisée le 2 décembre 2016 à Abou Dabi lors de la première conférence d'ALIPH, ainsi que la récente nomination de M. Valéry Freland au

poste de Directeur exécutif d'ALIPH. Les deux parties ont réaffirmé leur engagement à contribuer à ce projet à hauteur de 30 millions de dollars pour la France et de 15 millions de dollars pour les EAU. Elles ont invité toutes les parties intéressées par cette initiative à contribuer davantage au Fonds.

- Son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyan a visité le Centre Cheikh Zayed au Louvre. À cette occasion, les deux parties ont salué le succès du Louvre Abou Dabi, un an après son ouverture, ainsi que la coopération en cours pour la programmation de nouvelles expositions temporaires et la coordination de prêts issus des collections françaises. La réunion du conseil de l'Agence France-Muséums, qui s'est tenue à Abou Dabi le 9 novembre 2018, ainsi que la visite du ministre français de la culture ont mis en lumière l'importance de cette coopération bilatérale. Les deux parties ont salué la récente désignation de Mme Sandra Lagumina en tant que nouvelle présidente de l'Agence France-Muséums.

- La République française et les Emirats arabes unis ont salué le dialogue culturel franco-émirien 2018-2019, visant à renforcer le partenariat culturel entre les deux pays, conformément à l'Accord sur la coopération culturelle signé le 9 novembre 2017 à Abou Dabi, par le ministère français de la culture et le ministère émirien de la culture et du développement des connaissances. Les deux parties ont salué le succès de la semaine culturelle émirienne, organisée à Paris du 11 au 14 octobre 2018, ainsi que celui de la rétrospective du peintre émirien Abdulqader Al Raïs organisée à l'Institut du monde arabe du 25 septembre au 21 octobre 2018.

- Les deux pays ont conjointement réaffirmé leur engagement envers le dialogue interculturel et leur volonté de promouvoir - à travers leur coopération culturelle, artistique et institutionnelle - des valeurs de tolérance. À cette fin, les deux parties ont décidé d'organiser une saison croisée France-EAU en 2021, pour célébrer le cinquantième anniversaire des EAU à travers une série d'événements, tout au long de l'année, dans les deux pays.

III. Dans le domaine de l'économie et de l'investissement

- Suite au succès de la première édition organisée à Dubaï le 9 novembre 2017 à l'occasion de la visite officielle du président Macron aux EAU, le Forum d'affaires franco-émirien a tenu sa seconde édition à Paris, le 17 octobre 2018. Coprésidé par M. Frederic Sanchez, président du MEDEF International du côté français, et par S.E. Majid Saïf Al Ghureir, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Dubaï côté Emirien, le Forum a été inauguré par les deux présidents ainsi que par S.E. Reem Al Hashimi, ministre d'Etat pour la coopération internationale des Emirats arabes unis, et par M. Maurice Gourdault-Montagne, Secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Le Forum a réuni plus de 200 participants.

- Le Président Emmanuel Macron et Son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyan ont salué le succès de la seconde édition du Forum des affaires franco-émirien, ainsi son succès en matière de promotion des échanges entre entreprises françaises et émiriennes, en particulier les petites et moyennes entreprises.

- Un accord entre Mubadala Investment Company et Bpifrance et portant sur la création d'un nouveau programme commun de co-investissement d'un montant de 300 millions d'euros, dédié au capital risque français, à la technologie et à l'innovation a été signé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de BPI, et Khaldoun Al Moubarak, Président de l'Autorité exécutive des affaires d'Abou Dabi.

- Les deux entités sont également en train de s'accorder sur l'extension à hauteur de 700 millions d'euros du programme de co-investissement existant (Fonds franco-émirien). Créé en 2014, le programme de co-investissement a déjà engagé plus de 300 millions d'euros afin de soutenir le développement d'entreprises françaises au potentiel de croissance établi, par des investissements de long terme dans les domaines de la santé, de l'éducation, des soins aux personnes âgées, de l'immobilier et des assurances.

- Les deux parties ont salué les récentes avancées de la participation française à l'Exposition universelle de Dubaï en 2020, conformément au contrat signé le 9 novembre 2017 par S.E. Reem Al Hashimi, ministre d'Etat à la coopération internationale et Directrice générale du Bureau de Dubaï expo 2020, et M. Erik Linquier, commissaire général de Dubaï Expo 2020 pour la France.

- Son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyan a également eu une séance de travail avec le Premier ministre français, M. Edouard Philippe, ainsi que plusieurs dirigeants d'entreprises françaises, afin d'explorer les moyens de renforcer la coopération économique entre la France et les Emirats, d'intensifier les échanges bilatéraux et d'encourager les projets conjoints d'investissement.

- Les deux parties sont convenues de poursuivre leur coopération dans le domaine de la propriété intellectuelle afin d'améliorer la compétitivité des PME et de renforcer la sensibilisation à la propriété intellectuelle, dans le prolongement du protocole d'accord signé le 22 juin 2018 entre l'Institut de la propriété industrielle (INPI) et le Centre international d'enregistrement des brevets du ministère de l'économie des Emirats arabes unis.

IV. Dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, du changement climatique et des objectifs de développement durable

- Les deux parties ont salué les résultats du One Planet Summit, qui s'est tenu à New York le 26 septembre 2018, à la suite du premier sommet organisé à Paris le 12 décembre 2017, ainsi que la participation active de la République française et des Emirats arabes unis à la première Assemblée générale de l'Alliance solaire internationale, à New Delhi, le 3 octobre 2018.

- Les deux pays ont réaffirmé leur soutien aux initiatives en faveur de la transition énergétique et de l'économie verte. Elles sont convenues de développer des projets communs dans le domaine des énergies renouvelables et de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, en particulier les usages possibles de l'intelligence artificielle et de l'observation par satellite dans ces domaines.

- Les parties se sont félicitées de la tenue prochaine du 10ème Forum mondial urbain (WUF10) à Abou Dabi en février 2020 et ont décidé de renforcer leur coopération dans le domaine des villes intelligentes et durables.
- Les deux pays ont une compréhension commune de l'importance du développement et de la solidarité internationale, avec comme objectif premier la contribution à l'effort mondial d'éradication de la pauvreté dans le monde. Dans un monde marqué par l'accélération du changement climatique et une instabilité croissante, notre responsabilité de trouver des solutions aux défis mondiaux est plus nécessaire que jamais.
- Les EAU et la France placent les objectifs de développement durable 2030 au coeur de leurs actions individuelles et conjointes. Alors que la communauté internationale se rapproche de 2030, les Emirats arabes unis et la France s'engagent à relever les défis qui se présentent à elles et à collaborer sur des initiatives axées vers la recherche de solutions.
- Les deux parties sont convenues de soutenir conjointement l'initiative UNITLIFE, sous l'égide des Nations unies, afin de lutter contre le changement climatique et la malnutrition chronique.
- Dans le domaine de l'énergie nucléaire, les deux parties se sont félicitées de la signature, en marge de la conférence générale de l'AIEA, à Vienne, de deux accords entre l'Autorité fédérale de régulation nucléaire (FANR) des EAU et l'Institut français de protection radiologique et de sûreté nucléaire (IRSN), d'une part, ainsi qu'entre la FANR et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), d'autre part, respectivement les 18 et 19 septembre 2018.

V. Dans le domaine de la coopération spatiale

- La France a félicité les Emirats arabes unis pour le lancement réussi, le 29 octobre 2018, de Khalifasat, le premier satellite d'observation de la Terre à haute résolution entièrement fabriqué aux Emirats arabes unis par des ingénieurs émiriens.
- La France et les Emirats arabes unis se sont félicités des progrès substantiels enregistrés par leur coopération dans le domaine spatial, en particulier entre le Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Agence spatiale des Emirats arabes unis (UAESA). Dans ce cadre, les deux parties ont salué les travaux en cours sur le premier satellite d'observation de la Terre, qui débouchera sur une définition préliminaire de la mission avant fin 2018, ciblant le renforcement des compétences et les applications sociétales et apportant une contribution commune significative à l'observatoire spatial du climat.
- Les deux parties ont salué la coopération en cours dans les domaines de la formation et de l'éducation, ainsi que la perspective de l'organisation d'un séminaire consacré aux technologies spatiales, début 2019, aux Emirats arabes unis.

- Les deux parties ont salué l'installation, en septembre 2018, d'une représentation du CNES auprès de l'Ambassade de France à Abou Dabi, afin de favoriser la coopération bilatérale dans le cadre du protocole d'accord signé en 2015 entre le CNES et l'UAESA, ainsi que des contacts établis entre le CNES et le Centre spatial Mohammed Bin Rashid (MBRSC).

VI. Dans les domaines de la paix et de la sécurité régionales, de la coopération de défense et de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme

- Alors que la région est confrontée à une instabilité accrue, les deux parties ont renouvelé leur engagement à renforcer le partenariat stratégique entre la France et les Emirats arabes unis, afin de créer un environnement prospère et stable. Dans ce contexte, les deux parties maintiennent des consultations étroites et constantes au sujet des crises régionales.

- S'agissant du Yémen, les deux parties ont réaffirmé leur soutien aux efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, Martin Griffiths, en particulier ses efforts visant à tenir la prochaine session de négociations à Stockholm d'ici la fin de l'année. Ils ont réaffirmé leur soutien à une solution politique durable pour le Yémen et rappelé l'importance de l'ensemble des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, y compris la résolution 2216, l'initiative du CCEAG et le dialogue yéménite. Au plan humanitaire, elles ont souligné l'urgence de la situation et salué le lancement par l'Arabie saoudite et les EAU de l'initiative Imdad, visant à fournir 500 millions de dollars de soutien supplémentaire en faveur des secteurs de l'alimentation et de la nutrition au Yémen, via les Nations unies et les organisations internationales, régionales et locales. Les deux parties ont également souligné l'importance de renforcer l'assistance internationale et d'améliorer l'accès humanitaire dans tout le Yémen.

- Les deux parties se sont félicitées de leur coopération sur la Libye, en particulier concernant la lutte contre le terrorisme et la recherche d'une solution politique. À cet égard, elles ont renouvelé leur soutien aux efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies et au processus constitutionnel devant mener à des élections d'ici au printemps 2019.

- En ce qui concerne la Syrie, les deux parties ont réaffirmé leurs objectifs communs: la lutte contre le terrorisme, l'assistance humanitaire au peuple syrien et la recherche d'une solution politique. Elles ont souligné la nécessité de respecter un cessez-le-feu à Idlib. Elles ont appelé à la convocation du comité constitutionnel avant la fin de l'année. Elles ont rappelé que l'assistance internationale à la reconstruction de la Syrie dépendait de l'existence d'un processus politique crédible.

- La France a présenté les efforts européens en cours afin de préserver le JCPOA. Les deux parties ont partagé leurs préoccupations sur les questions nucléaires, balistiques et régionales impliquant l'Iran.

- Les deux parties ont réaffirmé leur soutien au règlement juste, durable et global du conflit israélo-palestinien. Elles ont exprimé leur inquiétude face à l'évolution de la situation sur le terrain, en particulier, les tensions concernant la bande de Gaza et le développement de la colonisation, qui sapent la solution des deux Etats. Elles ont rappelé que le seul moyen de parvenir à une paix durable était une solution négociée avec deux Etats, Israël et la Palestine,

vivant côte à côte en paix et en sécurité, ayant Jérusalem pour capitale. Elles ont rappelé l'importance de l'initiative arabe de paix.

- Les deux parties ont salué l'intense et fructueuse coopération en cours dans les domaines de la sécurité et de la défense à l'occasion du dixième anniversaire de la création de la base aérienne française à Al Dhafra, le 1er octobre 2008 ainsi que la perspective prochaine du dixième anniversaire de la fondation de la base navale française à Abou Dabi, le 26 mai 2009.
- Les deux parties ont rappelé que la lutte contre le terrorisme était une priorité commune dans le cadre du partenariat stratégique entre la France et les Emirats arabes unis. Les deux pays ont également réaffirmé leur engagement à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme.
- Dans ce contexte, la France et les Emirats arabes unis ont confirmé leur ferme volonté d'agir en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique, en soutenant en particulier l'opérationnalisation de la force conjointe G5 Sahel. Les Emirats arabes unis ont alloué une contribution financière à ce processus, comme annoncé lors de la conférence de La Celle Saint-Cloud le 13 décembre 2017. La France a décidé de partager avec les Emirats arabes unis son expérience opérationnelle de cette aire géographique afin d'aider à identifier davantage de façons de contribuer à l'opérationnalisation de la force conjointe G5 Sahel.
- Les deux parties ont également salué le partenariat étroit existant dans les domaines de la sécurité et de la protection du territoire national, à travers le partage d'expériences et d'expertise, et ont confirmé le maintien d'une étroite coopération dans ce domaine conformément à l'accord de coopération bilatérale signé en 2009.
- Les deux parties ont rappelé leur ferme engagement conjoint à lutter contre les menaces modernes et traditionnelles, ouvertement brutales ou plus insidieuses, comme le terrorisme et la radicalisation, les trafics transfrontaliers et les réseaux criminels internationaux, la cybercriminalité et le blanchiment d'argent, et tout ce qui met en péril l'ordre public et le bien-être de nos communautés nationales.
- La France a salué la participation des EAU, en tant que partenaire stratégique du plus haut niveau, à la conférence "No money for terror" qui s'est tenue à Paris en avril 2018. Dans ce contexte, la France et les EAU se sont entendus sur le fait que la lutte contre le terrorisme est un effort international et rend comptable tout pays, toute entité ou toute personne pour quelque forme de soutien que ce soit.
- Dans un environnement de plus en plus multilatéral, les deux parties ont salué le travail entrepris par le groupe "Alliance" depuis sa création. Lancé en février 2017 sur la base d'une initiative franco-émirienne, ce groupe de travail réunit désormais huit pays et offre à ses membres de nombreuses occasions de partager leurs meilleurs pratiques dans la lutte contre le crime transnational, le terrorisme et la radicalisation, y compris au niveau ministériel. Le dernier de ces rendez-vous a eu lieu à Lyon le 10 octobre 2018, après la démonstration d'un scénario de grande ampleur sur la base du Plan d'intervention nationale français destiné à contrer une attaque terroriste massive, auquel a assisté une importante délégation des EAU.

VII. Dans le domaine du dialogue politique

- Les deux parties ont salué la participation le 11 novembre 2018 des Emirats arabes unis, en la personne de Cheikh Nahyan Ben Mubarak Al Nahyan, ministre de la tolérance, au Forum de Paris sur la Paix pour lequel cinq projets présentés par les EAU avaient été sélectionnés.
- Les deux parties ont salué la récente visite aux Emirats arabes unis du groupe d'amitié France-EAU de l'Assemblée nationale, du 10 au 17 novembre 2018, ainsi que la perspective du renforcement des liens entre les institutions parlementaires françaises et émiriennes.
- Les deux parties ont insisté sur l'importance de renforcer encore davantage le partenariat bilatéral dans tous les champs de coopération. À cet égard, elles ont salué les conclusions de la dixième session du Dialogue stratégique bilatéral, qui s'est tenu à Abou Dabi le 18 avril 2018, ainsi que la perspective d'un nouveau rendez-vous, en France, au printemps 2019./.